

POUR L'ALLOCATION D'ÉTUDE

Bourse ou salaire étudiant, voilà une question qui divise assez profondément, sinon les étudiants, au moins les militants de l'U.N.E.F. Or cela nous semble aujourd'hui la revendication la plus importante du mouvement étudiant.

Une série de dirigeants de l'U.N.E.F. font aujourd'hui grand cas de ce qu'ils appellent les revendications « qualitatives » c'est-à-dire portant sur la nature de l'Université et de son enseignement, par opposition aux revendications « quantitatives » qui aborderaient l'amélioration des conditions de travail.

En réalité cette position part de théories surprenantes sur la nature du milieu étudiant, qui acquerraient de nouvelles caractéristiques. Ceci étant un résultat de l'apparition de nouvelles couches moyennes insérées directement dans l'appareil de production, aux nouvelles exigences de l'industrie réclamant des techniciens, et plus généralement sur la transformation des intellectuels en salariés. Ceci déterminerait de nouveaux comportements parmi les étudiants qui précisément seront ces intellectuels salariés. Une critique de cette conception des couches nouvelles — qui ne comporte pas de des erreurs, mais aussi des notations ayant un intérêt — devra être faite. Mais contentons-nous dans l'immédiat de signaler qu'il est très difficile d'en conclure que ces nouvelles couches peuvent être généralement conquises au socialisme et plus encore révolutionnaires. Plus difficile encore est d'extrapoler sur ces faits à propos des étudiants qui ne sont pas seulement déterminés par leur sort futur mais encore et largement par leur sort présent et leur origine sociale.

Dans une proportion plus large que par le passé les étudiants proviennent actuellement de couches sociales intermédiaires. Le monde capitaliste finissant n'offre rien d'exaltant pour ceux d'entre eux qui ont une quelconque ambition de réalisation humaine. Ceci détermine incontestablement une sensibilité plus grande que par le passé aux idées du socialisme. Et autrefois fief de l'extrême droite, monarchiste ou fasciste, la faible minorité politisée de l'Université regarde maintenant vers sa gauche. Tout cela ne permet nullement d'établir un parallèle avec la classe ouvrière et de déclarer les problèmes de la gestion plus importants que ceux de l'action revendicative classique. D'autant que même pour la classe ouvrière les revendications de contrôle — et non exactement de la gestion — ne peuvent être prises qu'à un certain niveau des luttes et dans le cadre général d'un programme anti-capitaliste et révolutionnaire.

En réalité la revendication gestionnaire des cadres étudiants est dans une large mesure le reflet des théories néo-réformistes sur la prétendue conquête des centres de décision. Comme celles-ci elle peut très bien être acceptée dans la perspective d'une politique d'intégration des organisations syndicales à l'appareil capitaliste et étatique, émasculées préalablement de leurs quelques aspects positifs. Il serait donc particulièrement dangereux aujourd'hui pour le mouvement étudiant d'aller au-delà des revendications de contrôle et plus encore de laisser au second plan les revendications élémentaires. C'est-à-dire qu'il est nécessaire de mettre en avant les revendications concernant les locaux, les professeurs, les difficultés matérielles des étudiants. Ceci n'empêchant nullement de poser de façon réfléchie, le droit de regard et d'intervention des étudiants sur la gestion de l'Université et la conception de l'enseignement.

Or il n'y a pas de désaccords lorsqu'il s'agit de montrer les carences gouvernementales en ce qui concerne le corps professoral. Il y en a fort peu lorsqu'il s'agit de dénoncer les tentatives du pouvoir d'instaurer un enseignement très spécialisé, étroit, à la mesure des besoins immédiats des monopoles. Mais les différends sont vigoureux lorsqu'il s'agit de formuler une revendication pour les ressources des étudiants.

Le Parti Communiste Français réclame des bourses pour ceux qui en ont besoin. Cette position nous semble erronée. Qui va choisir le critère du besoin, le pouvoir bourgeois ? Beaucoup d'étudiants sont donc enclins à considérer à juste titre, qu'ils risquent fort de ne pas se trouver concernés. Ce qui conduit à diviser les forces étudiantes, abandonner tout espoir de démonstration de masse, renoncer aux possibilités de politisation de la masse étudiante pour s'en remettre aux protestations, communiqués... et finalement au recours aux parlementaires, par ailleurs totalement désarmés. Il est beaucoup plus correct, nous semble-t-il de réclamer l'attribution d'allocations aux étudiants, par l'instauration d'un prélèvement sur les revenus les plus élevés. Il faut en effet affirmer que le droit à l'enseignement doit être assumé par la société. Mais en même temps que ce droit doit être financé par ceux dont les enfants sont les principaux bénéficiaires et qui par ailleurs jouissent de privilèges parfaitement injustifiables. C'est le sens des propositions actuelles de l'U.N.E.F. Sur ce plan il semble nécessaire de les soutenir. Il reste bien sûr à discuter les conditions d'attribution de ces allocations, nécessairement liées à certaines conditions de réussite universitaire

ou scolaire. Ou bien de leur importance. De ce point de vue, il apparaît clairement qu'il serait souhaitable qu'il y ait une référence au S.M.I.G., créant ainsi dès l'Université un lien effectif entre les futurs intellectuels et techniciens et la classe ouvrière. Il faut cependant encore considérer que ceci ne peut aboutir à donner aux étudiants un statut privilégié par rapport aux travailleurs, chose que bien peu comprendraient.

Il faut ajouter par contre que la formule de salaire étudiant parfois employée, doit être selon nous rejetée. Il est en effet impossible d'expliquer comme certains le font que les étudiants fournissent un travail. Et ceci correspond en fait à la conception que les étudiants seraient aliénés au même titre que les ouvriers. Laissons les très savants professeurs de psychologie débattre pour l'instant de cette question. Mais signalons que pratiquement ceci conduit à l'apparition de tactiques de lutte décalquées sur celle de la classe ouvrière et dans ce milieu ne pouvant aboutir qu'à des échecs. La grève étudiante est seulement une forme particulière de manifestation, elle joue sur un plan politique, le gouvernement pouvant craindre son effet de radicalisation sur les luttes politiques générales, mais économiquement elle ne gêne personne. Elle se heurtera par contre rapidement à l'hostilité de larges couches étudiantes qu'elle condamnerait à des échecs dès lors qu'elle se répéterait.

Il nous semble qu'aujourd'hui les militants de l'U.N.E.F. devraient aborder leurs problèmes sous cette optique. Car on ne peut se cacher que certaines tendances actuelles dans le mouvement étudiant entraînent vers des aventures, des ruptures, des déchirements, sans justification. Est-il possible que se constitue en France des associations comme celle des étudiants japonais. Ne faut-il pas peser le fait que même la Zengakuren dans des conditions autrement favorables, est maintenant déshéritée, divisée. Il n'y a pas de fétichisme à avoir à l'égard du syndicalisme étudiant, mais il faut se méfier des bonnes intentions qui pourraient mener l'U.N.E.F. au désastre sans profit pour le mouvement révolutionnaire. Au-delà même des discussions actuelles sur les revendications ce qu'il faut poser c'est le devenir du syndicalisme étudiant.

Le fait que l'U.N.E.F. dans ses dernières années face aux démissions du mouvement ouvrier traditionnel dans la guerre d'Algérie, ait joué un rôle en pointe, ne peut permettre de conclure qu'elle peut seule avancer, sans tenir compte de l'évolution d'ensemble des organisations ouvrières et socialistes auxquelles son sort est lié, objectivement lié.

J. M.

ATTAQUES ANTI-TROTSKYSTES

A plusieurs reprises dans la polémique sino-soviétique les trotskystes ont été pris à partie par les uns et par les autres.

En U.R.S.S., la direction khrouchtchéviennne a fait appel à « Ivanovitch » pour entretenir sur une demi-page les lecteurs des « Izvestias » de la IV^e Internationale, « association de renégats » accusé d'être le défenseur des communistes chinois (1). De son côté, la direction maoïste n'a pas voulu être en reste. Et dans plusieurs de ses textes, les trotskystes sont mis dans le même sac que Khrouchtchev et les Yougoslaves.

On peut remarquer cependant quelques différences dans la nature des attaques et ceci mérite d'être relevé.

Ivanovitch dans les *Izvestias* nous considère comme des « renégats ». Le communisme, selon lui, étant incarné dans la pratique bureaucratique de la direction khrouchtchéviennne. Ceci peut être pris pour une définition politique, certes offensante, mais Ivanovitch parlant de nos thèses et congrès mondiaux, nous sommes loin des « vipères lubriques » « hitléro-trotskystes », « agents du mikado » et autres saletés de cette espèce largement répandues par Staline.

Les attaques chinoises sont quelque peu différentes. Elles nous lient la plupart du temps aux Yougoslaves, « détachement spécial de l'impérialisme ». Mais la palme revient à Chen Yi dans la virulence anti-trotskyste au cours d'une interview qu'il donna à un rédacteur du journal *Combat* nos du 14 et 15 décembre 1963.

Au journaliste qui lui demandait si les communistes chinois étaient trotskystes, il répondit largement :

« Le parti communiste chinois dont la fidélité au marxisme-léninisme est absolue n'a rien de commun avec les trotskystes qui ont dégénéré au point de devenir des contre-révolutionnaires. Nous combattons résolument l'impérialisme américain, tandis que les trotskystes sont depuis longtemps à son service. Nous combattons résolument les révisionnistes modernes de la clique Tito, tandis que les trotskystes agissent en collusion avec eux. Nous sommes fermement pour une juste appréciation de Staline et contre la répudiation totale de Staline, tandis que les trotskystes ont toujours diffamé Staline avec perfidie et applaudi la répudiation totale de Staline. Les trotskystes chinois, quant à eux, n'ont jamais cessé de saboter la révolution chinoise. Ils se sont tout d'abord mis au service de Tchang Kaï-chek, avant de collaborer avec l'impérialisme japonais contre le parti communiste et le peuple chinois. Ils sont devenus de fond en comble un détachement spécial de l'impérialisme et des réactionnaires du Kuo-Min-Tang. Le parti communiste chinois a fermement combattu les trotskystes et mis complètement à nu leur visage hideux. »

Que de mensonges et perfidies en peu de mots mais tout ceci ne saurait nous étonner.

La raison de ces attaques, calomnies et autres injures nous est bien connue. Dans chaque grande lutte gréviste ou même révolutionnaire, combien de fois n'avons-nous pas entendu des chefs opportunistes, conciliateurs de syndicats ou de partis réformistes ou stalinien chercher à paralyser les initiatives des masses en leur criant « attention aux provocateurs » comme cela fut fait en 1956 à Rouen au moment du rappel des disponibles pour mener la répression en Algérie. Au moment où le monolithisme stalinien éclate de toutes parts dans le mouvement communiste international, les bureaucrates soviétiques et chinois se doivent de reconstruire une barrière entre les militants qui les suivent encore et le programme marxiste-léniniste véritable, toujours défendu par les trotskystes.

Mais de la même manière que Staline n'a pu empêcher que sa dictature ne s'effondre à partir des succès révolutionnaires obtenus contre son gré, les bureaucrates des appareils khrouchtchévien et maoïste ne pourront s'interposer encore longtemps entre la vague révolutionnaire de notre époque et le trotskysme, c'est-à-dire le marxisme-léninisme.

(1) Voir la copie de cet article des *Izvestias* dans le n° 15 de l'*Internationale* octobre 1963.

ET L'AÉRONAUTIQUE

(suite de la page 8)

mie. Faute d'un programme d'ensemble, repensant toute la structure économique de la sidérurgie à l'automobile, le programme aéronautique du P.C.F., comme celui des constructions navales, reste dans la vague et ne convainc personne.

Toutes les batailles ont été perdues depuis 47. Disparition de la S.N.C.A.C., de la S.N.C.A.S.O., de 4 usines de Nord-Aviation. Fermeture totale ou partielle des sociétés ou d'usines : Morane, la S.I.P.A., Derveaux, Hispano 14^e, Sud-Aviation, St-Nazaire, Nantes, La Courneuve...

Les fermetures, la concentration, la décentralisation ont déjà coûté leur emploi à plus de 20.000 travailleurs.

Cependant, dans cette corporation, la combativité ne manque pas. Mais là encore, les perspectives sont limitées aux luttes particulières. La S.N.E.C.M.A. par sa concentration dans la région parisienne, Sud-Aviation à Toulouse sont dans des conditions particulières et arrivent à lutter au niveau du trust.

Ainsi, malgré une lutte farouche, alternativement, Sud-Aviation La Courneuve, Derveaux, Hispano 14^e ont perdu la bataille. Faute de programme commun, faute de solidarité, les objec-

tifs se sont détournés vers des aspects économiques : meilleure prime de licenciement, reclassement avantageux.

Ceci était possible dans une bonne conjoncture mais ne saurait tenir pour l'avenir. Il faut éclater du cadre de l'usine.

Un problème est posé à toutes les sociétés nationalisées dont les statuts (salaires, avantages...) sont les mêmes. Jusqu'à ce jour, la Fédération s'est refusée de satisfaire aux demandes des militants encore trop isolés, pour l'élaboration d'un programme commun, pour définir une stratégie commune...

IL FAUT DONC DE TOUTE URGENCE

Porter l'action au niveau des sociétés nationales.

● Par la fusion en une seule de ces trois sociétés. Pourquoi faire du régionalisme ? Cela permettrait un contrôle plus facile sur les bénéfices, les fabrications, un étalement des charges de travail, un alignement des salaires, des avantages, des horaires...

● Immédiatement, un axe d'intervention doit être fixé à tous les représentants ouvriers dans les conseils d'administration. Ceux-ci doivent rompre avec le ridicule secret confidentiel. De même, dans les puissants co-

mités d'entreprise locaux et centraux, on doit trouver la trace d'un programme d'ensemble. Les CE doivent se comporter comme des directions de change.

● Des contacts doivent être pris avec les syndicats allemands et anglais des entreprises coopérantes.

● La campagne pour les 40 heures doit prendre réalité, surtout sous la menace de licenciements.

Pour cela, il est nécessaire

● De réunir les militants de toute la France ensemble.

● D'éditer des tracts nationaux.

● De constituer un Comité national intersyndical.

● De tenir des meetings communs dans les grandes concentrations, une conférence de presse... A l'image des métallos de Saint-Nazaire, il est possible d'organiser des manifestations communes qui ne sont en rien contradictoires avec des actions locales.

● Les groupes parlementaires peuvent être d'un grand poids. Combien de députés communistes vont maintenant prendre la parole aux portes des usines ? Déposer un projet de loi à la Chambre est une chose — qui sert bien peu — ; définir un programme et tenir des meetings en est une autre.